



## LES REPRÉSENTANTS CGT AU CHSCT33 POUR CETTE SÉANCE

Stéphane JOLY Titulaire ( DRFIP)  
Frédéric VITRY Suppléant (DRFIP)

# Compte-rendu du CHSCT33 du 28/02/2022.

Les travaux de rénovation-densification programmés à la Cité et sur le site de Mériadeck dans une contrainte calendaire réduite à l'horizon 2025, conduisent à la délocalisation de nombre de services à la DRFIP 33.

**Pour la CGT , il faut donc faire de la place dans le bus** en libérant des plateaux de travail au prix d'une forte « **condensation immobilière** » et de conditions de travail fortement dégradées pour les agents impactés.

Car il ne faut pas se leurrer, alors que l'on nous vante les économies budgétaires, la transition énergétique et l'amélioration du confort des personnels, personne n'est dupe de la diminution des surfaces allouées aux agents. L'administration cède ainsi aux sirènes de la grande mode du travail en plateaux, des espaces de co-working et du télétravail, gages dorénavant, de fusions – restructurations – regroupements et délocalisation de services, menées à la hussarde et donc de suppressions d'emplois massives.

Exit donc les services de l'**antenne du PCRCP de Bordeaux et du PCE de la Cité administrative** (une quarantaine de postes environ) qui se délocalisent dès la semaine prochaine, sur le CFP de Mérignac pour le PCRCP, et sur le site de l'Abbé de l'Epée pour le PCE de Bordeaux.

Exit également les services du **CSRH, du PNSR et du Pôle d'évaluation domaniale de Mériadeck** et direction (depuis le début de la semaine) rue de l'Abbé de l'Epée à Bordeaux.

Dans le cadre du GT du CHSCT 33 du 17/02/2022 en vue de la préparation de la séance plénière du 28/02/2022 portant sur le déménagement de ces services, l'ensemble des OS a porté la **revendication légitime des agents de pouvoir bénéficier d'un crédit temps** pour compenser les nouvelles pertes de temps induites par ces changements.

Cette revendication qui semblait avoir été recueillie en l'occurrence favorablement par M. Cabanel lors du précédent GT, a néanmoins été évacuée d'un revers de main par le nouveau directeur, M. BARREAULT en séance du 28/02/2022, avec une réponse sèche "d'étude de la question au cas par cas". Autrement dit : - « **circulez il n'y a pas grand-chose à voir** » **et c'est moi qui décide.**

Autant dire que la séance a mis la **CGT** vent debout face à ce brusque revirement et elle a rapidement fait connaissance avec le nouveau directeur.

Alors que les groupes de travail du CHSCT ont pour objet de dégrossir et d'alléger l'examen des sujets en séance plénière et de prendre acte de résolutions de principe, le déroulé de la séance fut donc houleux.

La CGT s'interroge donc sérieusement sur la nécessité de participer à l'avenir à de quelconques groupes de travail immobiliers ou tout est joué d'avance et la parole non respectée.

Nous avons eu beau marteler les difficultés de circulation de Bordeaux, de son agglomération et de la région Bordelaise dans son ensemble rien y a fait et les réponses apportées nous ont laissé pantois :

– le Directeur nous a répondu (sic) qu'un employeur n'avait déjà pas d'obligation légale de proposer à ses salariés une place de parking.

D'ailleurs pour les agents du site de l'Abbé de l'épée qui ne disposent pas d'un RIA sur place (si ce n'est celui de la Poste à 400 mètres de là) ils devront non seulement se presser le matin pour anticiper une place de parking, avec les difficultés actuelles que l'on connaît pour accéder notamment sur ce site (travaux actuels du Bus express, rue de la Croix Blanche à Bordeaux via les Boulevards ...), mais en plus avoir un estomac bien solide, s'ils veulent faire l'aller-retour express pour se restaurer au RIA.

Nos considérations sur les travaux perpétuels dans l'enfer de la circulation Bordelaise et de son agglomération (travaux sans fins de sa rocade – charme d'un tram escargot – de transports en communs bondés et guère plus rapides – de boulevards à l'arrêt – de la future ligne de Bus Express en travaux jusqu'en 2023 dans un axe Saint-Aubin du Médoc – Gare St-Jean) rien y a fait.

La CGT Finances publiques restera là pour vous et continuera de se battre pour vos intérêts et vos conditions de travail.

Frédéric VITRY et Stéphane JOLY